

« L'Afrique a été pillée, nous ne pouvons pas l'ignorer »

Le Belge Guido Gryseels, directeur du « musée colonial » de Tervuren, revient sur les projets de restitution

ENTRETIEN

Le Musée royal de l'Afrique centrale de Tervuren, dans la banlieue de Bruxelles, est considéré comme le dernier grand musée colonial en Europe, avec 120 000 objets ethnographiques collectés entre la fin du XIX^e siècle et l'indépendance du Congo belge, en 1960, 10 millions de spécimens zoologiques, 3 km d'archives historiques, 1 km d'archives minières, 2 500 cartes historiques, 15 000 minéraux... Difficile de rester en marge du débat sur la restitution des œuvres d'art aux pays colonisés, relancé par l'engagement d'Emmanuel Macron de trouver, d'ici à cinq ans, « les conditions d'un retour temporaire ou définitif » des fonds en possession de la France. A la tête du musée de Tervuren depuis dix-sept ans, où il a entrepris une importante rénovation, Guido Gryseels considère que le temps est venu d'organiser, sous l'égide de l'Unesco, une discussion franche entre les conservateurs de musées des pays européens et africains concernés.

Emmanuel Macron a relancé le débat sur la restitution des œuvres collectées en Afrique pendant la période coloniale. Quelle est votre position sur ce sujet ?

Nous participons de façon ouverte et transparente à ce débat qui est ancien car nous comprenons qu'il n'est pas normal qu'une si grande partie du patrimoine culturel de l'Afrique se trouve en Europe. Dans le cas du Congo-Kinshasa, nous parlons de plus de 500 000 objets. L'Afrique est un continent qui a été pillé, vidé. Nous ne pouvons pas ignorer ce sujet et nous devons trouver des solutions. La prise de position du président français donne une impulsion nouvelle à cette discussion qui se déroulait jusqu'à présent dans le monde clos des musées. C'est une bonne chose, même s'il me paraît très ambitieux de vouloir régler la question en cinq ans. Chacun d'entre nous doit se déterminer.

Le musée de Tervuren a-t-il reçu officiellement des demandes de restitution ?

Récemment, non. Mais après la demande faite par le président Mobutu lors de son célèbre discours aux Nations unies en 1973, nous avons cédé 144 pièces au Musée national de Kinshasa. La plupart d'entre elles ont du reste été dérobées après la chute du régime. Nous avons également

rendu 600 objets au Rwanda.

Que prévoit la loi belge ?

Le musée de Tervuren est une institution fédérale, toutes les collections sont donc propriété de l'Etat. Pour les céder, il faudrait légiférer, et lorsqu'on connaît la complexité du système fédéral belge, avec ses différents Parlements, cela prendra du temps. Mais rien n'est impossible, et cela n'empêche pas, entre-temps, de réaliser des prêts à long terme. Cette pratique est déjà en vigueur dans de nombreux musées.

Les collections de bronzes du Bénin, dérobées [en 1897] lors d'une expédition militaire de l'armée britannique et réclamées par le Nigeria, sont l'objet d'une négociation entre les institutions qui en détiennent aux Etats-Unis et en Europe pour être exposées de manière tournante dans ce pays. D'autres dispositifs sont envisageables, comme la cession de collections ou l'organisation d'expositions itinérantes. Les œuvres à fort contenu symbolique pour ces pays doivent être rendues, mais je ne pense pas non plus que nos musées vont se vider.

Dans quel cadre devrait être conduite cette discussion ?

Il me semble nécessaire qu'elle rassemble les conservateurs de musées des deux continents, sous l'égide d'une organisation internationale. L'Unesco me semble la mieux disposée pour cela. Nous devons nous mettre autour de la table et discuter. Ces objets appartiennent à un patrimoine partagé même si j'entends l'argument faisant des pays d'origine leurs propriétaires moraux. Je trouverais cependant dommage que cette discussion se limite aux objets ethnographiques. Nos musées possèdent des archives écrites et sonores, des photos. Et, pour certains, des restes humains.

Il y a très peu d'historiens en Afrique, car ils n'ont pas accès aux archives de leurs pays. Techniquement, il est facile de les numériser pour les rendre accessibles. C'est déjà ce que nous avons fait avec les films coloniaux du Congo, du

Rwanda et du Burundi. Commençons par faire un inventaire de tout ce qui est en Europe. Tous les grands musées ont déjà numérisé leur fonds.

Un des arguments pour s'opposer à la restitution de ces objets consiste à mettre en avant l'absence de musées disposant de moyens de conservation satisfaisants. Est-ce votre avis ?

Il ne faut pas généraliser. Le Sénégal et le Rwanda, par exemple, disposent d'équipements et de professionnels de la conservation tout à fait compétents. Mais c'est loin d'être le cas partout. Il faut aussi le dire car ce travail de restitution devra s'accompagner de programmes de renforcement des capacités locales. Je ne voudrais pas cependant que ce débat sur la restitution occulte la néces-

« Ce travail de restitution devra s'accompagner de programmes de renforcement des capacités locales »

sité de préserver un patrimoine encore abondant en Afrique même. A Kinshasa, d'importantes collections sont gardées dans un hangar précaire, et nous avons récemment dû envoyer des produits pour les protéger des insectes xylophages.

Tervuren rouvrira en décembre après cinq années de travaux. Cette rénovation change-t-elle le regard que pouvait avoir le visiteur du passé colonial de la Belgique ?

Nous nous sommes posé beaucoup de questions. Les travaux ne sont que la dernière phase d'un processus qui a commencé au début des années 2000, par une exposition qui s'intéressait à l'origine de nos collections, selon qu'elles avaient été transmises par des missionnaires, des administrateurs coloniaux, par des militaires aussi au retour d'expéditions. Nous avons été très transparents. Puis, en 2005, nous avons fait une exposition sur le passé colonial qui, pour la première fois, présentait un regard très critique.

Une étroite collaboration a été développée avec les diasporas congolaises et des curateurs africains. Cette rénovation est une grande réflexion sur notre identité, sur notre relation à l'Afrique, sur ce que nous voulons en dire. Mais elle s'est faite dans un bâtiment au fort cachet colonial. Nous avons compté que l'anagramme de Léopold II, le double L, est présent quarante-cinq fois dans le musée. C'est comme s'il continuait à nous regarder d'un peu partout. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
LAURENCE CARAMEL